

A lire : RAJEMISON a le vent en poupe (*LOI 23/11*)  
Madagascar aborde les législatives dans la suspicion et la rancœur (*Le Monde*)  
Test électoral réussi pour M. RAVALOMANANA, président d'une île sinistrée (*Le Monde*)

## POLITIQUE INTERIEURE

Un « front du refus » s'est constitué autour de l'ancien président A. ZAFY. Les 13 signataires appellent le peuple malgache à ne pas participer aux élections et réclament « une conférence nationale en vue d'une réconciliation nationale ». Ils dénoncent l'existence de prisonniers politiques par centaines et des arrestations quotidiennes. « ce qu'impose le régime RAVALOMANANA est pire que tout ce que le pays a connu jusque là ». (*AFP 16/11*)

L'AREMA présentera 132 candidats. (*AFP 16/11*)

Le Conseil National électoral est placé sous la responsabilité du Premier Ministre, et les postes de direction confiée aux représentants des ministères, qui sont 4 : lors des votes secrets au sein du CNE (qui compte 7 membres) les 3 représentants de la société civile n'ont jamais obtenu suffisamment de voix pour obtenir un poste de direction. (*LOI*)

Numéro 2 du régime, le président du Sénat GUY RAJEMISON RAKOTOMAHARO a raflé le poste de co-président du parti présidentiel *Tiako i Madagasikara*, qu'il va diriger avec RAHARINAIVO ANDRIANANTOANDRO. Il semble aussi se positionner en favori dans la bataille pour le poste de Premier Ministre qui s'engagera après le scrutin. (*LOI 23/11*)

Les bonnes habitudes ont la vie dure. Le président du Sénat a fait nommer son épouse SAHONDRA RAJEMISON directrice des centres universitaires malgaches à Paris, avec sa sœur cadette comme adjointe, et a placé sa fille à l'ambassade malgache à Berlin. Mme RAJEMISON occupera un très bel appartement dans le 7<sup>ème</sup> arrondissement, qui devait revenir à l'ambassadrice auprès de l'Unesco... qui est la belle-sœur du ministre des affaires étrangères. (*LOI 23/11*)

La fille unique du président RAVALOMANA va bientôt se marier. THIERRY RADAVIDRA travaille pour la société française *Total* et il est propriétaire d'une école privée huppée. (*LOI 23/11*)

« Il se produit encore des arrestations et des intimidations à l'encontre des dirigeants de l'opposition » a indiqué un haut fonctionnaire sud-africain ; de ce fait, l'UA demande à Madagascar de reporter ses élections législatives anticipées, estimant que le climat requis d'équité et de liberté ne prévaut pas sur l'Ile. PIERROT RAJAONARIVELO, président de l'Arema et sous le coup d'un mandat d'amener s'il rentre au pays, s'était entretenu avec le président THABO MBEKI fin novembre. (*AFP 1/12*)

Le camp présidentiel bénéficie de la cacophonie qui règne dans les rangs de l'*Arema* : une partie des ténors est en exil, d'autres sont en prison, et ceux qui restent sont divisés entre

participation et boycottage. L'aile dure de l'*Arema*, dirigée par PIERROT RAJONARIVÉLO, a appelé à voter blanc ou à s'abstenir ; la majorité du bureau politique de l'*Arema*, conduit par PIERRE RAHARIJAONA, a décidé de participer et de présenter une centaine de candidats ; l'ancien président ZAFY a appelé au boycott, après avoir demandé le report des élections ; le *Leader Fanilo* et le *Mouvement pour le Progrès MFM* participeront en tant que formations indépendantes. Mais le chef de l'état est soutenu par plusieurs partis hétéroclites : à Tamatave, sur 15 candidats se réclament de la majorité présidentielle. Connus pour leurs multiples revirements politiques, il n'est pas sûr que ces alliés lui soient fidèles tout au long de la législature. (AFP 11/12, *Le Monde* 14/12)

Le mode de scrutin a été modifié, passant de la proportionnelle au scrutin majoritaire uninominal à un tour, et ce pour tous les endroits où il n'y a qu'un seul député à élire (tout sauf les 6 chefs lieux de province). Ce scrutin est réputé favorable aux grandes formations d'assise nationale. Le nombre de sièges est passé de 150 à 160. (AFP 11/12)

Devenu « PDG de Madagascar » le président RAVALOMANANA se considère toujours comme un homme d'affaire. « Il y a une véritable volonté de changement ; mais l'administration, comme l'équipe ministérielle, ne suivent pas le rythme. Les ministres sont déresponsabilisés : ils n'ont aucune marge de manœuvre » estime un diplomate. (*Le Monde* 14/12)

La chef de mission de l'UE, qui compte 84 observateurs répartis sur le pays, confirme que les opérations de vote se déroulent normalement. Quelques témoignages en provenance de l'intérieur du pays ont fait état de dysfonctionnements au niveau de l'organisation, notamment l'établissement des listes électorales. La popularité de M. RAVALOMANANA est restée intacte en 5 mois d'exercice réel du pouvoir. Plus de 3000 candidats, dont 10 % de femmes, briguent les 160 sièges. (AFP 15/12)

Bilan de la mission d'observation de l'UE : au-delà d'une appréciation globalement positive du jour du scrutin, la mission souhaite attirer l'attention sur un certain nombre de lacunes et insuffisances dans sa préparation, un choix restreint de candidats, et des cas isolés de pressions et intimidations. Concernant les préparatifs, la mission a constaté que la qualité de la refonte des listes électorales et la distribution des cartes d'électeurs restaient insuffisantes à la veille du scrutin. Ce qui a donné lieu à de très nombreux recours : jusqu'au jour du scrutin compris, les électeurs qui n'étaient pas inscrits sur les listes pouvaient obtenir d'un juge une ordonnance leur permettant de voter. L'aile radicale de l'*Arema* a dénoncé des fraudes électorales, basées selon lui sur un recours massif à ces ordonnances. Par ailleurs, la baisse du nombre d'électeurs par rapport aux législatives de mai 1998 ( - 600 000 sur 6 millions d'électeurs) surprend. Pour ce qui lui a été donné de constater, la mission considère le scrutin comme étant crédible et transparent. « Avec un tel raz-de-marée, la coalition présidentielle n'avait pas besoin de ces irrégularités pour l'emporter largement mais, au niveau local, les sièges valent tellement cher que certains n'ont pas pu s'en empêcher » commente un diplomate occidental. (AFP 18/12)

Avec 90 % des sièges le pouvoir est acculé à une réussite rapide : les gens attendent un miracle. Or, avec 100 000 emplois perdus en 7 mois, une croissance négative de 12,5 % en 2002 et 2 des 3 secteurs clés du pays (zones franches, tourisme) totalement sinistrées, le pari est hasardeux. (AFP 20/12)

Résultats : taux de participation = 65 %. 102 sièges pour le parti présidentiel *Tiako'i Madagasikara*, qui détient donc la majorité absolue seul. Ses alliés regroupés dans l'*Alliance nationale* disposent de 30 sièges. L'opposition est laminée, avec 3 sièges pour l'*Arema*, 3 pour

*Toamasina responsable* (proche du maire de la ville, Roland Ratsiraka), 2 députés pour le *Leader Fanilo* et 2 pour le MFM. Enfin 18 sièges reviennent à des candidats ou formations se disant indépendants mais qui sont souvent des émanations de partis. (AFP 23/12)

L'UE salue la tenue dans le calme des élections, après une campagne sans incidents violents, et se félicite également du taux élevé de participation. (AFP 23/12)

Le FMI approuve le déboursement de 19 M \$, sur une ligne de crédit de 110 M \$. (AFP 24/12)

L'AREMATOTRA acronyme pour « avant-garde responsable de la rénovation malgache » tel est le nouveau nom que s'est donnée l'aile dissidente de l'AREMA, dirigée par PIERRE RAHARIJAONA. Les dissidents avaient présenté 92 candidats aux législatives du 15 décembre, alors que l'AREMA officielle (représentée par PIERROT RAJAONARIVELO, en exil en France) préconisait le boycott. (AFP 27/12).

## POLITIQUE ETRANGERE

L'Union Européenne va envoyer des observateurs pour les élections législatives du 15 décembre. (AFP 25/10)

L'Union Africaine demeure la seule organisation internationale qui ne reconnaît pas le nouveau président de Madagascar : celui-ci se rend à Pretoria pour s'en entretenir. (AFP 28/10)

L'île Maurice offre 50 000 \$ pour l'organisation des élections. (AFP 14/11)

La France dote un fonds, qui permettra de garantir les crédits accordés par les banques à des entreprises. (AFP 27/11)

## VIE SOCIALE & ECONOMIE - DROITS DE L'HOMME

### \* RAPPORT D'AI

« Dans un rapport publié 4 jours avant les législatives (!) et largement répercuté par la presse, Amnesty International s'est malheureusement fait l'écho de ce type de montage, qui donne plus d'importance à une série de fait en nombre limité qu'aux exactions du régime précédent – capable de saboter le pays, d'affamer la capitale, et de prêcher une croisade ethniste. Les électeurs ont tranché. » ( ??? 01/2003)

### \* JUSTICE

L'ancien Premier Ministre TANTELY ANDRIANARIVO a été placé sous mandat de dépôt, après 4 mois passés en résidence surveillée. (AFP 22/10)

Libération du général VICTOR RAMAHATRA, un ancien Premier Ministre ratsirakiste. Accusé d'avoir monté une opération de mercenaires en vue d'assassiner M. RAVALOMANANA, le tribunal a estimé que les charges n'étaient pas fondées. (AFP 30/10)

Trois Français soupçonnés d'être des mercenaires, ont été arrêtés à l'aéroport, puis libérés après une journée de détention. (AFP 2/11)

Un avis de recherche a été lancé contre l'ancien vice Premier Ministre PIERROT RAJAONARIVELO, actuellement réfugié à l'étranger. (AFP 4/11)

Le lieutenant colonel COUTTI, surnommé « le tueur du Nord » a été condamné à 3 ans de prison ferme pour détention de 2 fausses cartes d'identité. Il reste neocre 21 chefs d'inculpation à son encontre, qui relèvent de la cour criminelle : assassinats, actes de torture, atteinte à la sûreté de l'Etat. (AFP 18/12)

**\* FLEAUX & CALAMITES**

Un hélicoptère de la présidence s'écrase, avec à son bord un médecin et 5 militaires. (AFP 22/10)

**\* DIVERS**

1 euro = 6680 FMG. Une société sud-africaine rachète 5 supermarchés. (LOI 23/11)